

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Annecy, le 6 juillet 2012

Service Protection de l'Environnement
Réf : PE/CD

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Arrêté n° 2012 188- 0013

Société INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES à Annemasse
Arrêté complémentaire de mise à jour des activités de
l'établissement.

VU le code de l'environnement, titre I^{er} du livre V, et notamment ses articles R.512-33 et R.512-31;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 11 novembre 2010 portant nomination de M. Philippe DERUMIGNY, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-74 du 13 janvier 2003, autorisant la société INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES à poursuivre l'exploitation d'une unité de formulation de microbilles métalliques située sur la commune de d'Annemasse;

VU la lettre du 27 mars 2012 de la société INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES informant monsieur le Préfet des modifications apportées dans son établissement d'Annemasse, conduisant notamment à une baisse de l'activité de fonderie du plomb;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 20 avril 2012;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juin 2012 au cours duquel le demandeur a été entendu;

Considérant que les modifications des installations précisées par l'exploitant n'entraîneront pas d'impact ou de dangers supplémentaires pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 :

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2003-74 du 13 janvier 2003 est modifié comme suit:

" La société INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES (IPS), dont le siège est établi 24A, rue de la résistance – 74100 Annemasse, est autorisée à poursuivre l'exploitation à la même adresse d'un établissement spécialisé dans la formulation de poudres et de microbilles métalliques de soudure (alliages sans plomb ou alliages avec plomb). "

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2003-74 du 13 janvier 2003 est modifié comme suit :

" L'établissement comprendra les principales installations suivantes :

- Un four d'une capacité de 2 tonnes / jour fonctionnant au gaz naturel dédié aux alliages sans plomb.
- Deux fours d'une capacité unitaire de 1,2 tonne / jour fonctionnant au gaz naturel dédiés aux alliages avec du plomb.
- Trois fours d'une capacité unitaire de 0,1 tonne / jour fonctionnant à l'électricité pour des alliages sans plomb.
- Des installations d'atomisation des poudres de soudure.
- Des installations de tamisage et de conditionnement des poudres de soudure.
- Des installations de granulation des billes de soudure.
- Des installations de tamisage et de conditionnement des billes de soudure. "

L'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2003-74 du 13 janvier 2003 est modifié comme suit :

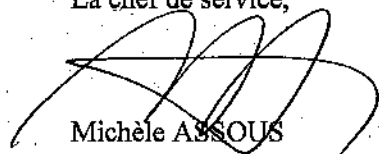
" Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Article 4 :

Monsieur. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie, Madame la Directrice de la Protection des Populations et Monsieur. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de Saint-Julien -en-Genevois
- M. le Maire d' Annemasse.

Pour ampliation,
La chef de service,



Michèle ASSOUS



Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé Christophe NOËL du PAYRAT

Nature de l'activité	Niveau d'activité	Rubrique de la nomenclature	Régime de classement (*)
Fonderie de plomb et alliages contenant du plomb, la capacité de production étant supérieure à 100 kg / jour.	Deux fours d'une capacité unitaire de production de 1200 kg / jour, soit une capacité totale de 2400 kg / j	2550-1	A
Fonderie de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550), la capacité de production étant supérieure à 2 tonnes / jour.	Un four d'une capacité de production de 2 tonnes / jour et 3 fours d'une capacité unitaire de production de 0,1 tonne / jour, soit une capacité totale de 2,3 t / j.	2552-1	A
(*) A : autorisation ; D : déclaration ;			

Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié à la société INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 3:

Le présent arrêté sera affiché à la mairie d'Annemasse pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois qui commence à courir à compter du jour où la présente décision lui aura été notifiée,
- par les tiers dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.